

LE LCGB, UN SYNDICAT REPRÉSENTATIF SUR LE PLAN NATIONAL

Fort de l'appui de ses 42.000 membres,
le **LCGB** défend les intérêts de tous les salariés
tout en préservant et en favorisant l'emploi



Lutter pour des
meilleures conditions
de travail par un
aménagement humain
du travail 4.0



Lutter pour de bonnes
prestations en cas
de maladie ou de
dépendance

Moderniser et fortifier
les conventions
collectives de travail



En faveur de pensions
sûres et justes



Renforcer les droits
des salariés en cas de
plans sociaux ou d'une
faillite d'entreprise



Négocier des modèles
de temps de travail
plus flexibles afin
d'améliorer la qualité
de vie

Garantir le pouvoir
d'achat de tous les
salariés et de leurs
familles à travers le
XXI^e siècle



Protection de la vie
privée des salariés face
à la digitalisation



Formations
revalorisées pour
améliorer les
qualifications du salarié



Création de nouvelles
formes d'emploi en
faveur du salarié

SOMMAIRE

4 Préambule

La déclaration d'impôt* sur le revenu de l'année 2018 en un coup d'œil

- 7 Aide pour la déclaration d'impôt
- 8 Page 1 de la déclaration d'impôt - Données générales
- 10 Page 2 de la déclaration d'impôt - Enfants
- 12 Page 3 de la déclaration d'impôt - Etat civil / non-résidents
- 14 Page 3 de la déclaration d'impôt - Etat civil / non-résidents (suite)
- 16 Page 4 de la déclaration d'impôt - Imposition collective ou individuelle
- 18 Page 7 de la déclaration d'impôt - Revenu net provenant d'une occupation salariée
- 20 Page 8 de la déclaration d'impôt - Revenu net résultant de pensions ou de rentes
- 22 Page 10 de la déclaration d'impôt - Revenu net provenant de la location de biens
- 24 Page 13 de la déclaration d'impôt - Dépenses spéciales
- 26 Page 14 de la déclaration d'impôt - Dépenses spéciales
- 28 Page 15 de la déclaration d'impôt - Dépenses spéciales
- 30 Page 16 de la déclaration d'impôt - Dépenses spéciales
- 32 Page 17 de la déclaration d'impôt - Charges extraordinaires
- 34 Page 18 de la déclaration d'impôt - Charges extraordinaires
- 36 Page 19 de la déclaration d'impôt - Retenues d'impôt à la source / diverses demandes
- 36 Page 20 de la déclaration d'impôt - Revenu imposable

*Les pages 5, 6, 9, 11 et 12 de la déclaration d'impôt ne sont pas abordées dans ce document

39 Aide-mémoire des principales déductions fiscales pour résidents et non-résidents (revenus 2018)

43 Les avantages d'être membre du LCGB

44 Bulletin d'affiliation

45 Contact

LCGB
11, rue du Commerce
L-1351 Luxembourg

LCGB INFO-CENTER

📞 49 94 24 222

✉ infocenter@lcgb.lu



Préambule

L'imposition par voie d'assiette (impôt sur le revenu) des personnes physiques

En principe, l'impôt sur le revenu est établi par voie d'une déclaration d'impôt faite par le contribuable.

La déclaration d'impôt est à envoyer au 31 mars 2019 au plus tard à l'Administration des Contributions Directes.

Les contribuables, pour lesquels la déclaration n'a pas de caractère obligatoire, peuvent envoyer celle-ci jusqu'au 31 décembre 2019 au plus tard.

Qui est tenu de faire une déclaration d'impôt ?

(Résidents et non-résidents)

1. Les contribuables dont le revenu imposable dépasse **100.000 €** ;
2. Les contribuables, qui cumulent plusieurs rémunérations passibles de la retenue d'impôt sur les salaires et les pensions et dont le revenu imposable est supérieur à **36.000 €** pour les contribuables des classes d'impôt 1 et 2 et à **30.000 €** pour les contribuables de la classe d'impôt 1A (il y a cumul si un contribuable perçoit simultanément plusieurs salaires, si un retraité touche plusieurs pensions, si les époux imposables collectivement exercent tous les deux une activité salariée ou encore si un des époux exerce une activité salariée et l'autre perçoit une pension) ;
3. Les contribuables non-résidents mariés qui ont demandé un taux global, lequel a été inscrit sur leur carte d'impôt ;
4. Les contribuables dont le revenu imposable est supérieur à **11.265 €** et qui comprend plus de **600 €** de revenus qui n'ont pas été soumis à la retenue d'impôt au Luxembourg ;
5. Les contribuables dont le revenu imposable comprend pour plus de **1.500 €** de revenus qui sont passibles de la retenue d'impôt sur les revenus de capitaux mobiliers ;
6. Les contribuables dont le revenu est imposable par le chef de famille ayant opté conjointement pour l'imposition collective, ne vivant pas en fait séparés, dont l'un est contribuable résident et l'autre est une personne non-résidente ;
7. Les contribuables dont le revenu imposable comprend pour plus de **1.500 €** de revenus nets passibles de la retenue d'impôt sur les revenus de tantièmes ;
8. Les contribuables, qui ont été obligées par l'Administration des Contributions Directes à remettre une déclaration d'impôt sur le revenu.

Qui aurait intérêt à faire une déclaration d'impôt ?

Un contribuable célibataire ou un ménage, qui n'est pas obligé de remettre une déclaration pour l'impôt sur le revenu, peut avoir un intérêt à faire une déclaration si :

1. il peut faire valoir des intérêts débiteurs sur un prêt hypothécaire pour sa résidence principale et compenser ces pertes. Ces pertes ne peuvent être déduites que via une déclaration d'impôt ;
2. il veut faire valoir des dépenses spéciales telles que des primes d'assurance, des primes versées dans un plan d'épargne-logement, des intérêts débiteurs (prêts personnels, ...), des primes versées dans un contrat d'assurance-vieillesse ou encore des charges extraordinaires (si elles n'ont pas été inscrites en début d'année sur la carte d'impôt ou déclarées par voie de décompte annuel).

Et les contribuables non-résidents ?

Les contribuables imposés en classe d'impôt I et IA peuvent, sur base volontaire, faire une déclaration d'impôt pour faire valoir leurs dépenses déductibles. Dans ce cas, il y a par contre obligation de justifier également tous les revenus (dans le pays de résidence et dans les pays tiers).

Les contribuables non-résidents mariés sont depuis le 01.01.2018, rangés d'office en classe d'impôt I. Sur demande et sous certaines conditions, l'Administration des Contributions Directes leur octroie un taux global, lequel est calculé sur base de la classe d'impôt 2 et en prenant en considération le revenu mondial du ménage. En cas d'octroi du taux global, il y a obligation de remplir une déclaration d'impôt après la fin de l'année d'imposition.

Un contribuable non-résident marié, qui a été imposé en classe d'impôt I peut, via la déclaration d'impôt, demander rétroactivement une imposition avec le taux global calculé sur base de la classe d'impôt 2. Pour pouvoir être assimilé à un résident marié, il doit être imposable au Luxembourg du chef d'au moins 90 % du total de ses revenus (professionnels et non professionnels) tant indigènes qu'étrangers ou la somme des revenus nets non soumis à l'impôt sur le revenu luxembourgeois est inférieure à 13.000 €.

Les contribuables mariés non-résidents belges peuvent demander l'assimilation si plus de 50 % des revenus professionnels du ménage sont imposables au Luxembourg.

L'assimilation à un résident signifie que le contribuable non-résident, qui remplit les conditions, peut bénéficier, entre autres, des déductions suivantes : intérêts débiteurs, libéralités (dons), charges permanentes, primes d'assurance vie/décès/maladie/RC, abattement pour charges extraordinaires, ...

Les contribuables non-résidents, qui souhaitent remettre une déclaration d'impôt au Luxembourg sont tenus de justifier également leurs revenus étrangers par des documents probants.

Les revenus du ménage seront pris en considération, y compris les revenus étrangers. Ceux-ci, bien que n'étant pas imposables au Grand-Duché de Luxembourg (puisque déjà taxés dans le pays de résidence), seront pris en compte pour déterminer le taux d'imposition à appliquer aux revenus imposables au Grand-Duché de Luxembourg.

Deux calculs sont alors à réaliser : l'imposition fictive, qui servira à fixer le taux d'imposition (tenant compte des revenus étrangers) et l'imposition réelle (hors revenus étrangers), qui appliquera le taux obtenu lors de l'imposition fictive aux revenus imposables au Grand-Duché de Luxembourg.

Dans les situations, où la déclaration n'a pas de caractère obligatoire, cette faculté donnée aux contribuables non-résidents de remplir une déclaration d'impôt n'est intéressante que si les déductions fiscales procurent un avantage par rapport à l'augmentation du taux d'impôt, qui découlerait de la prise en compte des revenus de source non luxembourgeoise.

DÉCLARATION D'IMPÔT

**Aide et assistance
gratuite**
pour les affiliés du LCGB



Pour plus d'informations, contactez-nous :

☎ +352 49 94 24-222 ou ✉ infocenter@lcgb.lu

WWW.LCGB.LU





La déclaration d'impôt sur le revenu de l'année 2018 en un coup d'œil

Le LCGB propose à ses membres une aide pour remplir la déclaration d'impôt sur le revenu. Ce service est gratuit pour les affiliés du LCGB. Si vous souhaitez obtenir cette aide, vous pouvez fixer un rendez-vous par téléphone au +352 / 49 94 24-1 ou remettre personnellement la 1^{ère} (données personnelles) et 2^e (enfants) page de votre déclaration d'impôts avec les pièces sous-mentionnées auprès d'un de nos Info-Centers.

- ☒ **Informations générales** : Date de déménagement, résidence actuelle, situation familiale
- ☒ **Certificat de rémunération annuel (salaire et/ou pension)**
ainsi que tout autre revenu du ménage, même étranger (également celui du conjoint)
- ☒ **Intérêts débiteurs**
Prêt hypothécaire (certificats bancaires des intérêts payés pendant l'année d'imposition)
Prêt personnel / à la consommation (certificats bancaires des intérêts payés pendant l'année d'imposition)
- ☒ **Assurances**
Sont concernées les assurances se rapportant à la personne uniquement : assurance-vie, invalidité, décès, assurance solde restant dû, assurance maladie, hospitalisation, RC voiture, RC familiale, mutuelle (même étrangère), CMCM... (donc pas les assurances pour dégâts matériels)
Assurance étrangère : pas de contrat, des factures sur l'année concernée ou certificat de la compagnie d'assurance
Assurance luxembourgeoise : Certificat de la compagnie d'assurance
- ☒ **Assurance prévoyance vieillesse** (Uniquement assurances visées à l'article 111 bis L.I.R.)
- ☒ **Epargne logement** (Extrait du compte d'épargne logement sur toute l'année concernée)
- ☒ **Dons** (Certificats des dons effectués en faveur des ONG. Minimum 120 € auprès d'un ou plusieurs organismes)
- ☒ **Charges extraordinaires**
Frais de garde d'enfants ; Frais des aides ménagères ; Frais de pharmacie, de maladie ou autres charges (avec liste du total) ; Preuve des rentes alimentaires payées pour les enfants, qui ne vivent pas dans le ménage et/ou pour l'ex-conjoint ; Salarié handicapé avec degré d'invalidité (certificat médical - %)
- ☒ **Facultatif** :
Déclaration de partenariat lorsque l'imposition collective est demandée pour la 1^{ère} fois
- ☒ **Une copie de la déclaration d'impôts de l'année précédente**

Signalétique

Données personnelles concernant le contribuable et son conjoint ou partenaire.

109

Numéro de dossier

Afin d'optimiser la gestion des dossiers fiscaux et le traitement des paiements, l'Administration des Contributions Directes (ACD) attribue des numéros de dossier pour toutes les personnes physiques imposables au Luxembourg.

Les personnes physiques imposables individuellement sont immatriculées avec un numéro de dossier individuel à 11 chiffres de la forme xxxx 01xx xxx.

Les personnes imposables collectivement (conjoint ou partenaires) se voient également attribuer un numéro de dossier commun à 11 chiffres de la forme xxxx 00xx xxx.

138 bis 140

Coordonnées bancaires

ATTENTION ! Toutes les cases grises sont réservées à l'Administration des Contributions Directes.

0448	0449
1525+1526 2435	
	0435



www.impotsdirects.public.lu

Bureau d'imposition:

Réinitialiser

Déclaration pour l'impôt sur le revenu de l'année 2018

Ce formulaire est destiné aux personnes physiques résidentes et non résidentes. La déclaration est à remettre remplie et signée pour le 31 mars 2019 au bureau d'imposition compétent sous peine d'un **supplément d'impôt pour dépôt tardif ou non-dépôt**. Les personnes physiques qui n'ont pas leur domicile fiscal ou leur séjour habituel au Luxembourg doivent remplir la rubrique «non-résidents» à la page 3.

signalétique

Contribuable		Contribuable conjoint/partenaire	
Nom	101		102
Prénom	103		104
Date de naissance / numéro d'identification	105		106
	Année Mois Jour		Année Mois Jour
Lieu de naissance (localité / pays)	107		108
A indiquer obligatoirement (si attribué) : Numéro de dossier 109			
Profession ou genre de l'activité	110		111
Téléphone (accessible le jour)	112		113
Courriel	114		115
Domicile ou séjour habituel actuel			
Numéro - rue	116 117	118	119
Code postal - localité	120 121	122	123
Pays	124		125
Ancien domicile ou séjour habituel à indiquer uniquement en cas de changement entre le 1/1/2018 et le 31/12/2018			
Du 1/1/2018 au	126		127
Numéro - rue	128 129	130	131
Code postal - localité	132 133	134	135
Pays	136		137

Coordonnées bancaires

Titulaire du compte	138		
Code IBAN	139	SWIFT BIC	140

1. Enfants ayant fait partie du ménage du contribuable

Il s'agit des enfants âgés de moins de 21 ans (cases 201 à 212), des enfants de plus de 21 ans ayant poursuivi une formation professionnelle (cases 213 à 224) ainsi que des enfants de plus de 21 ans étant handicapés qui bénéficient de l'allocation familiale continuée (cases 225 à 227) et qui ont fait partie du ménage du contribuable au 1^{er} janvier de l'année d'imposition concernée.

ATTENTION !

Pour les personnes n'ayant pas bénéficié de l'allocation familiale par la CAE, de l'aide financière de l'Etat pour études supérieures ou de l'aide aux volontaires, il y a une possibilité de demander la modération d'impôt pour enfants (cases 203, 206, 209, 212, 215, 219, 223 et 227). **Le montant de la modération est de 922,50 € par an et par enfant (maximum).** La modération est accordée dans la limite de l'impôt dû.

2. Enfants n'ayant pas fait partie du ménage du contribuable

Cette rubrique concerne les enfants de moins de 21 ans ou de plus de 21 ans poursuivant leur formation professionnelle et qui n'ont pas fait partie du ménage du contribuable pendant l'année concernée. Elle renvoie à l'abattement pour **charges extraordinaires** (page 18 – cases 1801 et suivantes). Pour profiter de cet abattement, le contribuable doit avoir pris en charge au moins 50 % des frais d'éducation et d'entretien de l'enfant. Voir page 34.

3. Crédit d'impôt monoparental (CIM)

Le CIM est accordé aux contribuables rangés en classe d'impôt 1A, qui subviennent seuls à l'entretien de leur enfant. Le CIM variera en fonction du revenu annuel imposable ajusté du salarié et a une **valeur entre 750 € et 1.500 €** par an (quel que soit le nombre d'enfants) mais se voit réduit si les allocations versées en faveur de l'enfant par des tiers sont supérieures à 2.208 € (hors allocations familiales et rentes d'orphelins). La réduction sera de 50 % de la différence.

Exemple

Allocation sur une période de 12 mois : 2.500 €

Calcul : 2.500 € - 2.208 € = 292 €

50 % de 292 € = 146 €

Valeur du CIM = 1.500 € - 146 € = 1354 €

ATTENTION !

Le CIM est à demander via déclaration uniquement s'il n'a pas déjà été bonifié par l'employeur ou la caisse de pension. C'est notamment le cas pour les **salariés non-résidents** où l'octroi du CIM n'est possible qu'en fin d'année.

4. Bonification d'impôt pour enfant

Sur demande, le contribuable peut obtenir la prolongation de la modération d'impôt pour enfant (= prolongation du boni) pendant les 2 années qui suivent la perte du droit à la modération (ou au boni).

Ceci est valable pour les enfants de plus de 21 ans ayant terminé leurs études ou les enfants de moins de 21 ans ayant quitté le foyer.

Le montant de la bonification est de **922,50 € par enfant (maximum)** et est accordée dans la limite de l'impôt dû. Il existe cependant un plafond de revenu imposable du ménage à ne pas dépasser pour en bénéficier (revenu imposable inférieur à 76.600 € par un an avec une dégressivité de la bonification entre 67.400 € et 76.600 €).

N° dossier	Année 2018
<div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div style="width: 40%;"> <div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> </div> </div>	<div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div> <div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div>

1. Enfants ayant fait partie du ménage du contribuable

Nom et prénom de l'enfant	Date de naissance / numéro d'identification	Demande de la modération d'impôt pour enfants *	Spécification de la formation professionnelle
a) Enfants âgés de moins de 21 ans au 1/1/2018 ou nés en cours de l'année			
201	année mois jour	<input type="checkbox"/> * 203	
204	année mois jour	<input type="checkbox"/> * 206	
207	année mois jour	<input type="checkbox"/> * 209	
210	année mois jour	<input type="checkbox"/> * 212	
b) Enfants âgés d'au moins 21 ans au 1/1/2018 et ayant poursuivi de façon continue des études de formation professionnelle			
213	année mois jour	<input type="checkbox"/> * 215	216
217	année mois jour	<input type="checkbox"/> * 219	220
221	année mois jour	<input type="checkbox"/> * 223	224
c) Enfants âgés d'au moins 21 ans au 1/1/2018 jouissant de l'allocation familiale continuée (enfants handicapés ou infirmes)			
225	année mois jour	<input type="checkbox"/> * 227	

* A cocher uniquement au cas où la modération d'impôt pour enfants n'a pas été accordée sous la forme d'allocation familiale par la CAE, d'aide financière de l'Etat pour études supérieures ou d'aide aux volontaires.

Dans le cas des contribuables vivant en ménage sans être mariés, qui ont des enfants communs pour lesquels aucune allocation familiale, aide financière pour études supérieures ou aide aux volontaires n'a été payée, la modération d'impôt pour enfant sous la forme de dégrèvement d'impôt sera accordée à un seul des parents (modèle 104).

7510 | 7520

2. Enfants n'ayant pas fait partie du ménage du contribuable

Voir rubrique «charges extraordinaires» CE (page 18, cases 1801 et suivantes)

3. Demande de l'application du crédit d'impôt monoparental - CIM

- ☐ 228 Je demande le crédit d'impôt monoparental pour personne appartenant à la classe 1a, ayant au moins un enfant appartenant au ménage et à laquelle le crédit d'impôt monoparental n'a pas été bonifié par l'intermédiaire de l'employeur ou d'une caisse de pension. Le crédit d'impôt n'est pas accordé lorsque les deux parents de l'enfant partagent, avec leur enfant, une habitation commune.

Nom et prénom de l'enfant (enfant(s) visé(s) sous 1 ci-dessus)	Montant mensuel de l'allocation perçue *
229	230
231	232
233	234

* Par allocations, il convient de comprendre les rentes alimentaires, le paiement des frais d'entretien, d'éducation et de formation professionnelle, etc. Les rentes-orphelins et les prestations familiales (allocations familiales) n'entrent pas en ligne de compte.

Lorsqu'aucun revenu n'est déclaré dans les rubriques C/A, I, S, P, CM, L et D, les moyens de subsistance doivent être indiqués ci-dessous:

	235
	236

4. Demande de la bonification d'impôt pour enfant

- ☐ 237 Demande pour la bonification d'impôt pour les enfants pour lesquels le droit à une modération d'impôt a expiré en 2016 ou en 2017. Au-delà d'un revenu imposable ajusté de 76 600 euros, la bonification d'impôt n'est plus accordée, sauf lorsque le nombre d'enfants visés au point 1 ci-dessus ainsi qu'au présent point dépasse 5 unités.

Nom et prénom de l'enfant	Date de naissance / numéro d'identification
238	239
	année mois jour
240	241
	année mois jour

	0805
--	------

Etat civil

L'état civil est déterminant pour l'attribution de la classe d'impôt. Le tableau ci-dessous reprend les différentes classes existantes :

Célibataire	I
Célibataire > 64 (début de l'année)	IA
Célibataire avec enfant à charge	IA
Partenaires (imposition pendant l'année) ¹ *	I ou IA
Séparation par décision judiciaire	I
Divorcé ou séparation judiciaire de moins de 3 ans ²	2
Divorcé ou séparation judiciaire de plus de 3 ans	I
Veuf/veuve de moins de 3 ans ²	2
Veuf/veuve de plus de 3 ans	IA
¹ sur demande, imposition collective via déclaration d'impôts (pour les non-résidents condition de l'article 157 bis L.I.R. / 24§4 Convention belgo-luxembourgeoise)*	
² sur demande	

Mariés résidents*	2 ou taux global
Mariés non-résidents	I
Mariés non-résidents (sur demande sous condition de l'article 157 bis L.I.R. /24§4 Convention belgo-luxembourgeoise)*	Taux global (2)

* méthodes d'imposition possibles sur demande

- l'imposition collective selon l'article 3 L.I.R.
- l'imposition individuelle pure selon l'article 3ter (2) L.I.R.
- l'imposition individuelle avec réallocation selon l'article 3ter (3) L.I.R.

Pour les **contribuables vivant en partenariat légal** (en Belgique = contrat de cohabitation légale, en France = PACS) et qui souhaitent une imposition collective, il n'y a pas lieu de remplir cette rubrique mais de remplir les **cases 402 à 405 de la page 4** de la déclaration.

ATTENTION ! La classe d'impôt est attribuée d'après la situation du contribuable au 1^{er} janvier de l'année d'imposition. La situation du contribuable peut cependant évoluer.

En cas du changement de classe favorable au contribuable en cours d'année, la classe d'impôt peut être corrigée sur la carte d'impôt par le bureau RTS pour le mois suivant et la nouvelle classe prend effet au 1^{er} janvier précédant. Il y aura aussi lieu, dans ce cas, de faire une déclaration d'impôt ou un décompte annuel pour récupérer les impôts payés en trop.

En cas de changement de classe défavorable au contribuable, la classe ne sera modifiée qu'avec effet au 1^{er} janvier suivant.

ATTENTION ! **En cas de séparation judiciaire, divorce ou veuvage**, le maintien de la classe 2 est possible pendant l'année en cours et les 3 années suivant l'année du jugement de séparation judiciaire, de divorce ou du décès, sur demande au Bureau RTS (**s'applique aux non-résidents ainsi qu'aux résidents**).

N° dossier										Année 2018	

Etat civil

☐ 301 Célibataire

☐ 302 Marié(e)

☐ 303 Divorcé(e)

☐ 304 Veuf / veuve
depuis le: 305

Classe d'impôt:

0730

Séparé(e):

☐ 306 - en vertu d'une **dispense légale** accordée

☐ 307 - en vertu d'un jugement de **séparation de corps** prononcé

☐ 308 - en vertu d'une **dispense de l'autorité judiciaire** accordée
le: 309

Non-résidents (à remplir par les contribuables qui n'ont pas leur domicile fiscal ou leur séjour habituel au Luxembourg)

Election facultative d'un domicile au Luxembourg (adresse pour la notification des bulletins d'impôt)

Pour le contribuable		Pour le contribuable conjoint/partenaire	
Nom et prénom	<input type="text"/> 310	<input type="text"/> 311	
Date de naissance / numéro d'identification	<input type="text"/> 312	<input type="text"/> 313	
	Année Mois Jour	Année Mois Jour	
Numéro - rue	<input type="text"/> 314 <input type="text"/> 315	<input type="text"/> 316 <input type="text"/> 317	
Code postal - localité	<input type="text"/> 318 <input type="text"/> 319	<input type="text"/> 320 <input type="text"/> 321	

Assimilation du non-résident au résident

Demande pour l'application des dispositions de l'article 157ter L.I.R. et de l'article 24 § 4a de la convention contre les doubles impositions entre le Luxembourg et la Belgique. Tous les **revenus de source luxembourgeoise** (revenus non exonérés) et **de source non luxembourgeoise** (revenus exonérés) du contribuable et le cas échéant de son conjoint / partenaire **doivent être déclarés**.

Le contribuable non résident peut être assimilé au contribuable résident si au moins une des conditions suivantes est remplie (*en ce qui concerne les contribuables non résidents mariés il suffit qu'au moins l'un des époux satisfait à la condition sous A. ou B. et que la demande est faite conjointement*):

☐ 322 A. au moins 90% des revenus mondiaux sont imposables au Luxembourg (pourcentage à déterminer selon les cases 325 à 327) *(les revenus provenant d'une occupation salariée, dont le droit d'imposition ne revient pas au Luxembourg, en vertu d'une convention contre les doubles impositions, sont à assimiler aux revenus imposables au Grand-Duché uniquement à concurrence du revenu non imposable au Luxembourg correspondant au maximum à 50 jours de travail);*

☐ 323 B. les revenus nets annuels non soumis à l'impôt sur le revenu luxembourgeois sont inférieurs à 13 000 €;

☐ 324 C. le contribuable non résident ayant sa résidence fiscale en Belgique peut, en vertu des dispositions de l'article 24 § 4a de la convention contre les doubles impositions entre le Luxembourg et la Belgique, être assimilé aux contribuables résidents si au moins 50% des revenus professionnels de son ménage sont imposables au Luxembourg.

Détermination du seuil des revenus imposables au Luxembourg

$$\frac{\text{Total des revenus «non exonérés»} \times 100}{\text{Total des revenus «non exonérés» et «exonérés»}} = \frac{\text{325} \times 100}{\text{326}} = \text{327} \%$$

Les contribuables non résidents doivent indiquer leurs revenus de source luxembourgeoise dans les colonnes «revenus non exonérés».

Non-résidents

310 à 321

Election d'un domicile au Grand-Duché de Luxembourg

Facultative. Si le contribuable n'indique pas d'adresse au Grand-Duché de Luxembourg, les courriers seront envoyés par l'Administration des Contributions à l'adresse étrangère figurant en page I de la déclaration et seront considérés comme ayant été notifiés par la remise à la poste.

322 à 324

Assimilation du non-résident au résident

Pour bénéficier du taux global calculé sur base de la classe d'impôt 2, le contribuable non-résident doit être imposable au Grand-Duché de Luxembourg d'au moins 90 % de ses revenus totaux, respectivement la somme des revenus nets non soumis à l'impôt sur le revenu luxembourgeois est inférieure à 13.000 €. Pour les frontaliers belges, si > 50 % des revenus professionnels du ménage sont imposables au Luxembourg. Si cette condition n'est pas remplie, ils seront imposés en classe I.

ATTENTION !

Ne pas cocher cette (ces) case(s) implique que le contribuable demande à être taxé comme un non-résident et ne demande pas à être assimilé à un résident du point de vue des déductions.

325 à 327

Seuil des revenus imposables au Grand-Duché de Luxembourg

Ce calcul détermine le seuil des revenus indigènes et étrangers et est en lien direct avec les points ci-dessus.

N° dossier										Année 2018	

Etat civil

☐ 301 Célibataire

☐ 302 Marié(e)

☐ 303 Divorcé(e)

☐ 304 Veuf / veuve
depuis le: 305

Classe d'impôt:

0730

Séparé(e):

☐ 306 - en vertu d'une **dispense légale** accordée

☐ 307 - en vertu d'un jugement de **séparation de corps** prononcé

☐ 308 - en vertu d'une **dispense de l'autorité judiciaire** accordée
le: 309

Non-résidents (à remplir par les contribuables qui n'ont pas leur domicile fiscal ou leur séjour habituel au Luxembourg)

Election facultative d'un domicile au Luxembourg (adresse pour la notification des bulletins d'impôt)

Pour le contribuable		Pour le contribuable conjoint/partenaire	
Nom et prénom	<input type="text"/> 310	<input type="text"/> 311	
Date de naissance / numéro d'identification	<input type="text"/> 312	<input type="text"/> 313	
	Année Mois Jour	Année Mois Jour	
Numéro - rue	<input type="text"/> 314 <input type="text"/> 315	<input type="text"/> 316 <input type="text"/> 317	
Code postal - localité	<input type="text"/> 318 <input type="text"/> 319	<input type="text"/> 320 <input type="text"/> 321	

Assimilation du non-résident au résident

Demande pour l'application des dispositions de l'article 157ter L.I.R. et de l'article 24 § 4a de la convention contre les doubles impositions entre le Luxembourg et la Belgique. Tous les **revenus de source luxembourgeoise** (revenus non exonérés) et **de source non luxembourgeoise** (revenus exonérés) du contribuable et le cas échéant de son conjoint / partenaire **doivent être déclarés**.

Le contribuable non résident peut être assimilé au contribuable résident si au moins une des conditions suivantes est remplie (*en ce qui concerne les contribuables non résidents mariés il suffit qu'au moins l'un des époux satisfait à la condition sous A. ou B. et que la demande est faite conjointement*):

☐ 322 A. au moins 90% des revenus mondiaux sont imposables au Luxembourg (pourcentage à déterminer selon les cases 325 à 327) (les revenus provenant d'une occupation salariée, dont le droit d'imposition ne revient pas au Luxembourg, en vertu d'une convention contre les doubles impositions, sont à assimiler aux revenus imposables au Grand-Duché uniquement à concurrence du revenu non imposable au Luxembourg correspondant au maximum à 50 jours de travail);

☐ 323 B. les revenus nets annuels non soumis à l'impôt sur le revenu luxembourgeois sont inférieurs à 13 000 €;

☐ 324 C. le contribuable non résident ayant sa résidence fiscale en Belgique peut, en vertu des dispositions de l'article 24 § 4a de la convention contre les doubles impositions entre le Luxembourg et la Belgique, être assimilé aux contribuables résidents si au moins 50% des revenus professionnels de son ménage sont imposables au Luxembourg.

Détermination du seuil des revenus imposables au Luxembourg

$$\frac{\text{Total des revenus «non exonérés»} \times 100}{\text{Total des revenus «non exonérés» et «exonérés»}} = \frac{\text{325} \times 100}{\text{326}} = \text{327} \%$$

Les contribuables non résidents doivent indiquer leurs revenus de source luxembourgeoise dans les colonnes «revenus non exonérés».

Options en matière d'imposition collective et individuelle

Epoux non séparés dont un est résident et l'autre est non-résident

Partenaires (résidents et non-résidents)

Sur demande, les contribuables ayant conclu un partenariat légal au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger (en Belgique = contrat de cohabitation légale, en France = PACS, en Allemagne = eingetragene Lebenspartnerschaft) peuvent être imposés collectivement en classe 2. L'octroi de la classe 2 n'est possible qu'en fin d'année, via la déclaration d'impôt (donc pas en début d'année sur la carte d'impôt). Les contribuables non-résidents doivent remplir les conditions d'assimilation.

Le partenariat doit avoir existé au début et à la fin de l'année d'imposition et les partenaires doivent avoir partagé un domicile commun. Les partenariats de droit étranger doivent par ailleurs faire l'objet d'une inscription au répertoire civil à adresser au parquet général.

Imposition individuelle

Méthodes d'imposition des contribuables mariés résidents et non-résidents assimilés

Les personnes mariées peuvent, selon leur situation fiscale personnelle et sur demande conjointe, opter pour un des modes d'imposition suivants :

1. l'imposition collective selon l'article 3 L.I.R. ;
2. l'imposition individuelle pure selon l'article 3ter (2) L.I.R. ;
3. l'imposition individuelle avec réallocation selon l'article 3ter (3) L.I.R.

Bénéfice commercial, agricole ou forestier ou provenant d'une profession libérale

Pages non abordées par cette publication.

N° dossier	Année 2018									

Epoux dont l'un est contribuable résident et l'autre une personne non résidente

- ☐ 401 Nous demandons l'imposition collective au sens de l'article 3 d) L.I.R. pour l'année d'imposition 2018. Nous déclarons qu'au moins 90% des revenus professionnels de notre ménage sont réalisés pendant l'année d'imposition par le contribuable résident au Luxembourg.

En signant la présente déclaration pour l'impôt sur le revenu ensemble avec le contribuable résident, la personne non résidente demande à être imposée collectivement avec son conjoint en vertu de l'article 3 d) L.I.R. et à être imposée comme si elle avait été contribuable résident (article 6 (4) L.I.R.). Les revenus annuels du conjoint non résident sont à justifier par des documents probants.

Partenaires (résidents et non-résidents)

- ☐ 402 Nous demandons l'imposition collective au sens des articles 3bis et 157ter (5) L.I.R. pour l'année d'imposition 2018. Nous déclarons que nous avons partagé un domicile commun ou une résidence commune et que le partenariat a existé du début à la fin de l'année d'imposition 2018.

Date de la déclaration du partenariat 403 Document établi par les autorités compétentes : ☐ 404 en annexe
☐ 405 déjà présenté

La demande est valablement formulée lorsque la présente rubrique «partenaires» est remplie et lorsque la déclaration pour l'impôt sur le revenu est introduite et signée par chacun des partenaires.

Imposition individuelle (résidents et non-résidents assimilés)

- ☐ 406 Pour l'année d'imposition 2018 nous confirmons notre choix exprimé en dernier lieu:
- ☐ 407 par courrier ☐ 408 par myguichet.lu
- ou
- ☐ 409 pour l'année d'imposition 2018 nous demandons:
- ☐ 410 l'imposition collective selon l'article 3 L.I.R.
- ☐ 411 l'imposition individuelle pure selon l'article 3ter (2) L.I.R.
- ☐ 412 l'imposition individuelle avec réallocation selon l'article 3ter (3) L.I.R. (remplir cases 413 à 426)

A défaut de cocher la case 409 et l'une des cases 410 à 412, les **contribuables mariés** seront imposés collectivement à moins qu'ils n'aient exprimés conjointement avant le 31 mars 2019 un autre choix. Dans ce cas, la case 406 est à cocher.

Afin de pouvoir choisir l'imposition individuelle pure ou l'imposition individuelle avec réallocation, les **contribuables non résidents** doivent remplir au moins une des conditions d'assimilation aux contribuables résidents, page 3 cases 322 à 324.

Les **partenaires** qui ne demandent conjointement ni une imposition individuelle avec réallocation jusqu'au plus tard le 31 mars 2019, ni une imposition collective jusqu'au plus tard le 31 décembre 2019 sont imposés séparément d'après le régime de droit commun, à moins qu'ils ne demandent une imposition collective.

Informations complémentaires

En cas de demande pour une imposition selon les articles 3ter (2) et 3ter (3) L.I.R.:

Contribuable										Contribuable conjoint/partenaire												
Date de naissance /										413											414	
numéro																						
d'identification																						
	Année			Mois			Jour					Année			Mois			Jour				
N° dossier										415											416	
individuel																						
				0			1								0			1				
Titulaire du compte										417											418	
Code IBAN										419											420	
SWIFT BIC										421											422	
Taux de répartition des avances communes payées et										423											424	
non payées d'un dossier commun de l'année										%											%	
d'imposition 2018																						

En cas de demande pour une imposition selon l'article 3ter (3) L.I.R., remplir les cases 425 et 426 ci-après.

Taux de répartition du revenu imposable ajusté										425											426
commun mondial à réalouer										%											%

A défaut de remplissage des cases 423 à 426, l'Administration admet une répartition de 50% à chacun des contribuable / contribuable conjoint / partenaire. Le taux de pourcentage des cases 423 et 424, ainsi que des cases 425 et 426 doit être de 100%. La répartition des avances communes payées se fait sous réserve de l'article 154 (7) L.I.R.

_____, le _____ D

signature contribuable

signature contribuable conjoint / partenaire

Détermination du revenu net d'une occupation salariée

ATTENTION !

Les 2 colonnes « **Revenus non exonérés** » concernent les revenus imposables au Grand-Duché de Luxembourg. Les 2 colonnes « **Revenus exonérés** » concernent les revenus non imposables au Grand-Duché de Luxembourg (p. ex. revenus d'origine étrangère).

701 à 721

Rémunérations brutes

Rémunérations du contribuable et de son conjoint ou partenaire provenant de son activité salariée (salaires brut, prestations de maladie, de maternité, de chômage ou d'accident). En fonction de leur caractère imposable ou non au Grand-Duché de Luxembourg, ces revenus sont à classer dans les colonnes « Revenus non exonérés » ou « Revenus exonérés ».

722 à 729

Salaire brut versé dans le cadre du régime d'imposition forfaitaire de l'article 137(5) L.I.R.

Concerne les revenus des aides de ménages, des gardiennes d'enfants...

730 sq

Déductions

730 à 742

a) Exemptions

- exemption intégrale des heures supplémentaires,
- exemption pour les suppléments de salaires pour travail de nuit, le dimanche et un jour férié,
- autres exemptions.

Il existe diverses exemptions. Une des exemptions les plus connues est la **bonification d'intérêts**, c'est-à-dire la prise en charge par l'employeur des intérêts découlant d'un prêt contracté par le salarié. L'exemption est dans ce cas limitée à **maximum 3.000 €** pour un prêt pour une habitation personnelle et à **maximum 500 €** pour un prêt à la consommation (montants doublés en cas d'imposition collective). Un autre revenu exempté est l'**indemnité de départ légale ou l'indemnité pour résiliation abusive** du contrat de travail (plafonnée à maximum 12 x le SSM).

743 à 746

b) Frais d'obtention

Des frais en relation directe avec l'exercice de l'occupation salariée et frais de formation en vue d'améliorer sa situation de travail ou sa rémunération, des frais de déménagement en cas de mutation, des frais liés à l'outillage professionnel, aux vêtements professionnels, les cotisations syndicales, la cotisation à la CSL, des cours de perfectionnement ou de langue qui sont nécessaires pour son travail, ...

ATTENTION !

Sont exclus les frais liés au train de vie personnel (habillement habituel, logement, ...).

Pour les frais d'obtention, un montant forfaitaire est prévu : **540 € par an et par contribuable**. En cas de dépassement de ce montant, il y a lieu de fournir une annexe détaillée. En cas d'imposition collective, il est possible qu'il y ait un des conjoints qui déduise le forfait et l'autre, les frais réels. Enfin, il est à noter que le forfait pour frais d'obtention est majoré pour les salariés handicapés en fonction du degré d'invalidité (de 25 % à 100 %). Il passe à un montant entre 645 € et 1.515 € par an.

747 à 754

c) Frais de déplacement

Ces frais dépendent de la distance domicile/lieu de travail. Le montant forfaitaire est fixé à **99 € par km à vol d'oiseau et par an**. Le nombre de kilomètres est plafonné à maximum 30. Les quatre premières unités ne sont pas prises en compte. Seules les distances entre 4 et 30 km sont à considérer. La déduction **maximale est de 2.574 €** (99 € x 26 km).

REVENU NET PROVENANT D'UNE OCCUPATION SALARIÉE

S

N° dossier										Année 2018									

Revenus non exonérés

Contribuable
Contribuable
conjoint/partenaire

Revenus exonérés

Contribuable
Contribuable
conjoint/partenaire

Détermination du revenu net provenant d'une occupation salariée

(indiquer les cotisations obligatoires à la page 16, cases 1601 à 1604 et les retenues d'impôt à la source sur les salaires à la page 19, cases 1923 à 1924)

S1

A. Premier contrat de louage de service	701	702	703	704
B. Deuxième contrat de louage de service	705	706	707	708
C. Prestations en cas de maladie, de maternité, d'accident et de chômage	709	710	711	712
D. Autre(s) (à spécifier) 713	714	715	716	717
Total A+B+C+D	718	719	720	721
E. Salaire brut versé dans le cadre du régime d'imposition forfaitaire de l'article 137(5) L.I.R. (en cas de demande en régularisation, veuillez indiquer toutes les rémunérations soumises à l'imposition forfaitaire)	722	723	724	725
Total A+B+C+D+E (le(s) certificat(s) est(sont) à joindre en annexe)	726	727	728	729

A déduire:

a) - Salaires payés pour les heures supplémentaires	730	731	732	733
- Suppléments de salaires pour travail de nuit, de dimanche et de jours fériés	734	735	736	737
- Autres exemptions (à spécifier) 742	738	739	740	741
b) Frais d'obtention (minimum forfaitaire de 540 € par salarié, majoré en cas d'invalidité ou d'infirmité). En cas de déduction des frais effectifs, les détails sont à joindre en annexe	743	744	745	746
c) Frais de déplacement (lorsque l'éloignement dépasse 4 unités d'éloignement sans en dépasser 30, la déduction forfaitaire est de 99 € par unité. Les 4 premières unités ne sont pas prises en compte et la déduction est limitée à 2 574 €) Désignation du lieu de travail (en cas de plusieurs lieux de travail, les cases 763 à 778 ci-après sont à remplir)	747	748	749	750
Total des déductions	751	752	753	754
Total A+B+C+D+E - déductions (revenu à reporter à la page 20, cases 2013 à 2016)	755	756	757	758
	759	760	761	762

Plusieurs lieux de travail

S2

		Contribuable		Contribuable conjoint / partenaire	
1 ^{er} lieu de travail	Localité	763		764	
	Période	du 765	au 766	du 767	au 768
	Fréquence	jour(s) <input type="checkbox"/> par semaine 769		jour(s) <input type="checkbox"/> par semaine 770	
		<input type="checkbox"/> par mois		<input type="checkbox"/> par mois	
2 ^e lieu de travail	Localité	771		772	
	Période	du 773	au 774	du 775	au 776
	Fréquence	jour(s) <input type="checkbox"/> par semaine 777		jour(s) <input type="checkbox"/> par semaine 778	
		<input type="checkbox"/> par mois		<input type="checkbox"/> par mois	

Détermination du revenu net résultant de pensions ou de rentes

ATTENTION !

Les deux colonnes « **Revenus non exonérés** » concernent les revenus imposables au Grand-Duché de Luxembourg. Les deux colonnes « **Revenus exonérés** » concernent les revenus non imposables au Grand-Duché de Luxembourg (p. ex. pensions et rentes d'origine étrangère).

801 à 812

A. Pensions et rentes brutes

Pensions et autres allocations (montant brut) payées par les anciens employeurs ou par les caisses autonomes de retraite du contribuable et de son conjoint ou partenaire. En fonction de leur caractère imposable ou non au Grand-Duché de Luxembourg, ces revenus sont à classer dans les colonnes « Revenus non exonérés » ou « Revenus exonérés ».

813 à 816

B. Rentes brutes viagères mensuelles résultant d'un contrat de prévoyance-vieillesse à déduire d'exemption de 50 %

821 à 824

C. Rentes, d'autres allocations et avantages périodiques bruts non compris sous A. ou B. à déduire d'exemption de 50 % (art. 115, no 14 L.I.R.) ou autres exemptions

837 à 840

Frais d'obtention

Pour les frais d'obtention, un montant forfaitaire est prévu : 300 €/an et par contribuable retraité. En cas de déduction des frais effectifs, il est nécessaire de joindre les détails en annexe.

841 à 844

Revenu net de pensions ou de rentes

Il s'agit des pensions et rentes brutes moins les déductions. Le montant est à reporter aux cases 2017 à 2020.

845 à 846

Abattement extra-professionnel

ATTENTION !

Il s'agit d'un **abattement forfaitaire de 4.500 €** par an. Cet abattement est applicable d'office lorsque les deux conjoints sont salariés. Si un des conjoints part en retraite, cette case donne la possibilité de demander le maintien de l'abattement pour 3 années de plus.

847 bis 848

Pension ou rente à soumettre à la contribution dépendance

849 bis 850

Frais d'obtention à déduire

REVENU NET RÉSULTANT DE PENSIONS OU DE RENTES

P

N° dossier										Année 2018									

Revenus non exonérés

Contribuable

Contribuable
conjoint/partenaire

Revenus exonérés

Contribuable

Contribuable
conjoint/partenaire

Détermination du revenu net résultant de pensions ou de rentes

P1

(indiquer les cotisations obligatoires à la page 16, cases 1601 à 1604 et les retenues d'impôt à la source sur les pensions à la page 19, cases 1925 à 1926)

A.	Pensions et autres allocations (montant brut) payées par les anciens employeurs ou par les caisses autonomes de retraite	801	802	803	804
		805	806	807	808
Total A		809	810	811	812
B.	+ Rentes viagères mensuelles résultant d'un contrat de prévoyance-vieillesse (montant brut)	813	814	815	816
-	Exemption de 50% (art. 115, no 14a L.I.R.)	817	818	819	820
C.	+ Arrérages de rentes et d'autres allocations et avantages périodiques (montant brut) non compris sous A. ou B. ci-dessus	821	822	823	824
-	Exemption de 50% (art. 115, no 14 L.I.R.) ou autres exemptions	825	826	827	828
Total B+C		829	830	831	832
Total A+B+C		833	834	835	836
A déduire:					
	Frais d'obtention (minimum forfaitaire de 300 €). En cas de déduction des frais effectifs, les détails sont à joindre en annexe	837	838	839	840
Total A+B+C - déductions (revenu à reporter à la page 20, cases 2017 à 2020)		841	842	843	844
		6148	6149	6148	843+844 6149
				6150	

Abattement extra-professionnel

P2

<input type="checkbox"/> 845	Demande pour l'abattement extra-professionnel au sens de l'article 129b (2) c) L.I.R. applicable aux conjoints et partenaires			
La rente / pension existe depuis le	846			
L'abattement est applicable lorsque l'un des conjoints / partenaires réalise un bénéfice commercial, un bénéfice agricole et forestier, un bénéfice provenant de l'exercice d'une profession libérale ou un revenu d'une occupation salariée et lorsque l'autre réalise depuis moins de 36 mois (au début de l'année d'imposition) un revenu résultant de pensions ou de rentes.				
Pension ou rente à soumettre à la contribution dépendance	847	848		
	0153	847+848	0154	
			0155	
Frais d'obtention à déduire	849	850		
	0157	849+850	0158	
			0156	

ATTENTION ! Il est préférable de compléter d'abord la 2^e partie de la page (cases 1033 à 1059).

1017 à 1020 **Tant que le contribuable n'habite pas la maison (au Luxembourg ou à l'étranger), les charges d'intérêts sont déductibles intégralement (pas de plafond).**

1021 à 1022 **Intérêts débiteurs sur emprunt pour une habitation située au GDL**
Montant des charges d'intérêts avec plafonds maximaux des cases 1056 et 1057.

1023 à 1024 **Intérêts débiteurs sur emprunt pour une habitation située à l'étranger**
Valable pour la construction ou l'acquisition de son habitation occupée à titre principal, hors du Grand-Duché de Luxembourg avec plafonds maximaux des cases 1058 et 1059.

1025 à 1028 **Autres frais - Frais d'obtention ou frais de notaire**
Frais du prêt et frais d'acte notarié pour l'emprunt hypothécaire (pas les frais d'acte d'achat d'un terrain ou d'une maison)

1029 à 1032 **Revenu à reporter aux lignes 2025 à 2028**

1033 à 1047 **Détails des dettes en relation avec l'immeuble**

1048 à 1059 **Détails de l'habitation et des intérêts hypothécaires**
La valeur locative est fixée à 0 % de la valeur unitaire depuis le 1/1/2017 et ne sera plus considérée.

- Adresse du bien (cases 1048 à 1053)
- Date d'occupation (cases 1054 à 1055)
- Intérêts passifs (cases 1056 à 1059)

Les intérêts hypothécaires peuvent être déduits jusqu'à un plafond maximal. Ce plafond est majoré (depuis 2017) de son propre montant pour le conjoint, pour le partenaire et pour chaque enfant ayant fait partie du ménage du contribuable. Il s'agit du montant des charges d'intérêts payées au cours de l'année d'imposition, tenant compte du plafond maximal déductible. Les plafonds déductibles sont : **2.000 €** (1^{ère} année + 5 ans), **1.500 €** (5 années suivantes) et **1.000 €** (reste de la durée du prêt). Ces montants maxima sont déductibles par an et par personne (conjoint + enfants).

ATTENTION ! Pour les contribuables résidents, ces charges d'intérêts interviennent directement dans le calcul du revenu imposable (imposition réelle). Par contre, pour les contribuables non-résidents, les montants d'intérêts sont uniquement pris en considération dans le cadre de la fixation du taux d'imposition à appliquer aux revenus taxables au Grand-Duché de Luxembourg (imposition fictive).

1056 à 1059 **Montant à reporter aux cases 1021 et 1024**

REVENU NET PROVENANT DE LA LOCATION DE BIENS

L

N° dossier								Année 2018	

Revenus non exonérés		Revenus exonérés	
Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire	Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire

Détermination du revenu net provenant de la location de biens

L1

A. Revenu provenant de la location ou de l'affermage de propriétés bâties (selon le modèle 190), non bâties (selon le modèle 195) et de biens meubles	1001	1002	1003	1004
B. Parts de revenu provenant de la location ou de l'affermage de propriétés bâties de copropriétés indivises (selon les modèles 200 et 210)	1005	1006	1007	1008
C. Revenu provenant de la concession du droit d'extraction de substances minérales, p.ex. minerais, pierres et terres (suivant annexe)	1009	1010	1011	1012
D. Revenu provenant de redevances payées pour l'usage ou la concession de l'usage de droits de propriété industrielle ou intellectuelle, p.ex. brevets, droits d'auteur (suivant annexe)	1013	1014	1015	1016
E. Perte de location en relation économique avec un immeuble en voie de construction	1017	1018	1019	1020
F. - Intérêts débiteurs déductibles ou arrrages de rentes viagères en rapport avec l'habitation occupée par le propriétaire ou cédée gratuitement à des tiers non comprise sous A. ou B. ci-dessus (remplir rubrique L2 ci-après)	1021	1022	1023	1024
- Part non encore déduite des frais importants d'obtention (règlement grand-ducal du 31/7/1980)	1025	1026	1027	1028
Total (revenu à reporter à la page 20, cases 2025 à 2028)	1029	1030	1031	1032
	0188	0189	6188	6189
		0190		6190

Intérêts débiteurs déductibles et arrrages de rentes viagères en rapport avec l'habitation occupée par le propriétaire ou cédée gratuitement à des tiers

L2

Détail des dettes, des arrrages de rentes et des charges permanentes en rapport avec l'(les) immeuble(s) précité(s) (terrain, construction, etc.).			Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire
Nom de l'établissement de crédit ou nom et adresse du bénéficiaire de la rente	Relation économique de la dette ou nature de la rente	Montant de la dette au 31/12/2018	Intérêts débiteurs ou charges acquittés (subvention et bonification déduites)	
1033	1034	1035	1036	1037
1038	1039	1040	1041	1042
1043	1044	1045	1046	1047
La valeur locative (fixée à 0% de la valeur unitaire depuis le 1/1/2017) peut être réduite jusqu'à concurrence des intérêts et des arrrages de rentes viagères (diminués d'une éventuelle subvention ou bonification). Ce plafond est majoré de son propre montant pour le conjoint, pour le partenaire et pour chaque enfant ayant fait partie du ménage du contribuable.				
Date d'occupation de l'habitation	avant le 1/1/2008	entre le 31/12/2007 et le 1/1/2013	après le 31/12/2012	
Plafond déductible	1 000 €	1 500 €	2 000 €	
Habitation A		Habitation B		
Habitation sise à	1048	1049		
Numéro - rue	1050	1051	1052	1053
Occupée depuis le	1054			1055
Intérêts débiteurs ou rentes viagères déductibles (à reporter aux cases 1021 à 1024)	Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire	Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire
	1056	1057	1058	1059
Revenu net de la location de biens à soumettre à la contribution dépendance	1060	1061		
	0193	1060+1061	0194	
		0195		

Les rentes alimentaires versées au conjoint divorcé sont déductibles jusqu'à un **plafond maximum de 24.000 € par an**. Si elles sont déductibles du débiteur, elles sont également imposables par le bénéficiaire.

ATTENTION !

En cas de divorce prononcé avant le 1^{er} janvier 1998, la déduction au titre de dépenses spéciales est possible uniquement avec l'accord de l'ex-conjoint. Sinon, les rentes alimentaires restent déductibles en tant que charges extraordinaires (**case 1701 – page 17 de la déclaration**).

N° dossier						Année 2018					

1. Dépenses spéciales déductibles couvertes par le minimum forfaitaire

Ne sont à déclarer que les dépenses qui ne sont à considérer ni comme dépenses d'exploitation, ni comme frais d'obtention et qui ne sont pas en rapport économique avec des revenus exemptés.

A. Arrérages de rentes et de charges permanentes

1. Dus en vertu d'une obligation particulière

2. Payés au conjoint divorcé (maximum 24 000 € par conjoint divorcé):

- à l'occasion d'un divorce par consentement mutuel

- fixés par décision judiciaire dans le cadre d'un divorce prononcé après le 31/12/1997

- fixés par décision judiciaire dans le cadre d'un divorce prononcé avant le 1/1/1998

☐ 1307 Une demande conjointe du débiteur et du bénéficiaire de la rente est jointe à la présente déclaration

Contribuable		Contribuable conjoint/partenaire	
1301		1302	
1400		1301+1302	2400
			0400
1303		1304	
1405		1303+1304	2405
			0405
1305		1306	
1406		1305+1306	2406
			0406
1308		1309	
1407		1308+1309	2407
			0407

Détails concernant les arrérages de rentes et de charges permanentes versés (cases 1301 à 1309)

Nom et adresse complète du bénéficiaire	Nature de la rente	Déduit à la case	Charges et arrérages versés en 2018	
1310	1311	1312	1313	1314
1315	1316	1317	1318	1319
1320	1321	1322	1323	1324
1325	1326	1327	1328	1329
1330	1331	1332	1333	1334
1335	1336	1337	1338	1339

B. a) Intérêts débiteurs

Intérêts sur les crédits à la consommation (prêt voiture, prêt personnel, ...).

B. b) Primes d'assurances

Sont concernées les assurances se rapportant à la personne uniquement : assurance vie, invalidité, décès, assurance solde restant dû, assurance maladie, hospitalisation, RC auto, RC familiale, mutuelle (même étrangère), CMCM, ... (donc pas les assurances pour dégâts matériels).

I470 En 2017, il y a eu une fusion des rubriques de dépenses spéciales « intérêts débiteurs » et « primes d'assurances ». Ceci a entraîné une dégradation dans la mesure où le nouveau plafond unique se chiffre à **672 €** (par personne dans le ménage).

INFO (I471) Plafonds majorés pour une assurance temporaire décès à prime unique

Contribuable	Plafond majoré jusqu'à 30 ans	Plafond surmajoré de 31 à 49 ans	Plafond surmajoré 50 ans et plus
Sans enfant	6.000 €	480 €	15.600 €
Avec 1 enfant	7.200 €	576 €	18.720 €
Avec 2 enfants	8.400 €	672 €	21.840 €
Avec 3 enfants	9.600 €	768 €	24.960 €
Avec 4 enfants	10.800 €	864 €	28.080 €
Avec 5 enfants	12.000 €	960 €	31.200 €

ATTENTION ! Lorsque pour la couverture d'un prêt immobilier (à des fins personnelles), le preneur souscrit une assurance temporaire décès avec **prime unique**, des montants maxima spéciaux viennent s'ajouter aux plafonds normaux. Les plafonds déductibles majorés se situent entre 6.000 € et 31.200 € maximum et dépendent de l'âge du contribuable et du nombre d'enfants (**Cases I472 à I477**).

N° dossier										Année 2018									

1. Dépenses spéciales déductibles couvertes par le minimum forfaitaire

B.a) Intérêts débiteurs

En relation économique avec des prêts de consommation, finançant des voitures, des biens meubles, etc. (les intérêts débiteurs en rapport avec des immeubles bâtis ou en voie de construction sont à inscrire à la page 10, cases 1033 à 1047)

Nom et adresse du créancier	Relation économique de la dette	Montant de la dette au 31/12/2018
1401	1402	1403
1406	1407	1408
1411	1412	1413
1416	1417	1418
1421	1422	1423
1426	1427	1428
1431	1432	1433

Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire
Intérêts débiteurs (subvention et bonification déduites)	
1404	1405
1409	1410
1414	1415
1419	1420
1424	1425
1429	1430
1434	1435

B.b) Primes d'assurance et cotisations

- Primes versées à titre d'assurance en cas de vie, de décès, d'accidents, d'invalidité, de maladie ou de responsabilité civile à des compagnies d'assurance agréées et ayant leur siège dans un Etat membre de l'Union européenne (ne sont pas déductibles les primes en relation avec les risques suivants: dégâts, vol, incendie, bris de glace, casco, etc.)
- Cotisations versées à des sociétés de secours mutuels reconnues, dont le but est d'assurer les risques de maladie, d'accident, d'incapacité de travail, d'infirmité, de chômage, de vieillesse ou de décès

Entreprise d'assurance / mutuelle	Risque assuré (indiquer en outre le début et la fin de la durée contractuelle des assurances en cas de vie)
1436	1437
1440	1441
1444	1445
1448	1449
1452	1453
1456	1457
1460	1461
1464	1465

Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire
Primes versées en 2018 (taxes et frais compris)	
1438	1439
1442	1443
1446	1447
1450	1451
1454	1455
1458	1459
1462	1463
1466	1467
1468	1469

total

Plafond de 672 €, majoré le cas échéant pour le conjoint, pour le partenaire et pour chaque enfant ayant fait partie du ménage

Le montant le moins élevé, somme des cases 1468 et 1469 ou plafond, est à inscrire dans la case 1471

<input type="text" value="1471"/>	<input type="text" value="0430"/>
1430	2430

Majoration plafond: versement d'une **prime unique** au titre d'une assurance temporaire au décès à capital décroissant en vue d'assurer le remboursement d'un prêt consenti pour:

- l'acquisition d'un équipement professionnel
- les investissements en besoins personnels d'habitation

Chaque enfant déclenche une majoration du plafond à utiliser au choix (indiquer le nombre d'enfants)

Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire
<input type="checkbox"/> 1472	<input type="checkbox"/> 1473
<input type="checkbox"/> 1474	<input type="checkbox"/> 1475
1476	1477

C. Cotisations sociales payées à titre personnel

Il s'agit des cotisations versées à titre personnel dans le cadre de l'assurance continuée, volontaire ou facultative ainsi que pour le rachat de périodes d'assurance pension. Ces cotisations sont déductibles à hauteur du montant réel.

1503 à 1526

D. Primes versées en vertu d'un contrat de prévoyance-vieillesse

Art. 111bis L.I.R.

Contrats souscrits auprès d'une compagnie d'assurance ou d'un établissement de crédit et qui remplissent les conditions visées à l'article 111bis L.I.R. Le bénéfice du produit est au plus tôt à partir de 60 ans et au plus tard à l'âge de 75 ans.

En 2017, le montant de l'abattement est passé à **3.200 €** pour le contribuable et **3.200 €** pour le conjoint/partenaire indépendamment de l'âge.

1527 à 1550

E. Cotisations à des caisses d'épargne logement

Contrats souscrits en vue de financer l'achat d'un terrain ou la construction, l'acquisition ou la transformation d'une maison au ou hors du Grand-Duché de Luxembourg auprès des caisses agréées (BHW, Wüstenrot et Schwäbisch Hall). Les produits bancaires du type PEL ou CEL ne sont pas déductibles. A noter que depuis 2009, des intérêts touchés sur un plan épargne logement sont exonérés.

Depuis 2017, jusqu'à l'âge de 40 ans accomplis au début de l'année d'imposition, les contribuables peuvent bénéficier d'un plafond déductible plafond de **672 €** ou de **1.344 €** si l'âge du souscripteur est de 18 à 40 ans accomplis au début de l'année d'imposition. Ce montant est majoré par personne dans le ménage (en fonction de l'âge du souscripteur adulte le plus jeune).

1551

Total des dépenses spéciales

1552

Minimum forfaitaire pour dépenses spéciales

Si le total des dépenses spéciales (points A. à E.) serait inférieur au minimum de 480 €, le montant de **480 €, respectivement de 960 €** en cas de conjoints/partenaires imposables collectivement comme salariés, est accordé au contribuable (480 € pour le retraité).

N° dossier										Année 2018									

1. Dépenses spéciales déductibles couvertes par le minimum forfaitaire

C. Cotisations payées à titre personnel

Cotisations payées à titre personnel en raison d'une assurance continuée, volontaire ou facultative, et d'un achat de périodes en matière d'assurance maladie et d'assurance pension auprès d'un régime de sécurité sociale

Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire
1501	1502
1420	1501+1502
	2420
	0420

D. Prévoyance-vieillesse

Primes versées en vertu d'un contrat de prévoyance-vieillesse visé à l'article 111bis L.I.R.

Entreprise d'assurance / mutuelle	Début du contrat	Fin du contrat
1503	1504	1505
1508	1509	1510
1513	1514	1515
1518	1519	1520

total

Plafond de 3 200 € pour le contribuable et 3 200 € pour le conjoint / partenaire

Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire
Primes versées en 2018	
1506	1507
1511	1512
1516	1517
1521	1522
1523	1524
1525	1526
1435	1525+1526
	2435
	0435

E. Epargne-logement

Cotisations versées à des caisses d'épargne-logement agréées dans un Etat membre de l'Union européenne en vertu d'un contrat d'épargne-logement

Caisse d'épargne-logement	N° d'identification du souscripteur	Début du contrat
1527	1528	1529
1532	1533	1534
1537	1538	1539
1542	1543	1544

total

Plafond de 672 € (1 344 € si l'âge du souscripteur est de 18 à 40 ans accomplis au début de l'année d'imposition), majoré le cas échéant pour le conjoint, pour le partenaire et pour chaque enfant ayant fait partie du ménage. Le montant le moins élevé, total des cases 1547 et 1548 ou les plafonds, sont à inscrire dans les cases 1549 et 1550

Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire
Cotisations versées en 2018	
1530	1531
1535	1536
1540	1541
1545	1546
1547	1548
1549	1550
1443	2443

Total des dépenses spéciales couvertes par le minimum forfaitaire (cases 1301 à 1550)

Si le montant des dépenses spéciales (case 1551) est inférieur au minimum forfaitaire, celui-ci s'y substitue. Le minimum forfaitaire s'élève à 480 € par an; ce montant est doublé dans le chef des conjoints et des partenaires imposables collectivement et percevant chacun des revenus d'une occupation salariée

Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire
1551	1552
0450	0448
0448	0449
	1552

2. Dépenses spéciales déductibles en dehors du minimum forfaitaire

1601 à 1604

A. Cotisations sociales obligatoires

Retenues de sécurité sociale obligatoires (maladie et pension). Ces cotisations sont déductibles à concurrence du montant réel (hors assurance dépendance).

1605 à 1608

B. Cotisations personnelles à un régime complémentaire de pension

Cotisations versées par le salarié à un régime de pension complémentaire instauré par l'employeur. Le plafond maximum déductible est de **1.200 € par an**.

1609 à 1638

C. Libéralités

Dons à des organismes reconnus d'utilité publique au Grand-Duché de Luxembourg ou dans un autre pays de l'Union Européenne. Les dons doivent se chiffrer à au moins **120 €** auprès d'un ou de plusieurs organismes.

1643

Total des dépenses spéciales déductibles

Montant à reporter à la case 2037.

N° dossier										Année 2018									

2. Dépenses spéciales déductibles en dehors du minimum forfaitaire

A. Cotisations obligatoires

Prélèvements et cotisations en raison de l'affiliation obligatoire des salariés et des non-salariés à un établissement de sécurité sociale luxembourgeois ou étranger, ainsi que la retenue pour pension opérée dans le secteur public

En relation avec des revenus non exonérés	
Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire
1601	1602
0498	1601+1602
0500	

En relation avec des revenus exonérés	
Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire
1603	1604
6498	1603+1604
6500	

B. Régime complémentaire

Cotisations personnelles dans le cadre d'un régime complémentaire de pension instauré selon la loi du 8 juin 1999 relative aux régimes complémentaires de pension (déductibles à concurrence d'un plafond de 1 200 €)

Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire
1605	1606
0438	1605+1606
0440	

Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire
1607	1608
6438	1607+1608
6440	

C. Libéralités

Libéralités (la somme des dons ne peut être ni inférieure à 120 €, ni supérieure à 1 000 000 € et elle ne peut pas dépasser 20% du total des revenus nets; les montants dépassant ces limites peuvent être reportés sur les deux années d'imposition subséquentes et doivent être indiqués sur une annexe)

Report libéralités 2016	
Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire
1609	1610
1609+1610	
1522	

Report libéralités 2017	
Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire
1611	1612
1611+1612	
1521	

Bénéficiaire	
	1613
	1616
	1619
	1622
	1625
	1628
	1631
	1634

Libéralités versées en 2018	
1614	1615
1617	1618
1620	1621
1623	1624
1626	1627
1629	1630
1632	1633
1635	1636
1637	1638

Total des libéralités versées en 2018

1637+1638	
1520	
1524	1525

D. Pertes d'exploitation reportables

Pertes d'exploitation reportables dans les conditions de l'article 114 L.I.R. (suivant détail en annexe)

Pertes reportables revenus non exonérés	
Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire
1639	1640
0560	1639+1640
0562	

Pertes reportables revenus exonérés	
Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire
1641	1642
6560	1641+1642
6562	

Total des pertes reportables

Total des dépenses spéciales déductibles (à reporter à la page 20, case 2037 «dépenses spéciales»)

1643

Abattement pour charges extraordinaires (C.E.)

Pour être reconnu comme ayant une charge extraordinaire, le contribuable doit subir un événement exceptionnel et inévitable, qui le contraint à des dépenses supplémentaires qui diminuent considérablement ses capacités contributives et qui ne sont pas couvertes par une assurance personnelle.

Par exemple : des frais de maladie non couverts, d'entretien de proches parents sans ressources suffisantes, frais de funérailles non couverts par une caisse de décès, frais d'avocat en cas de divorce, frais de procès, frais relatifs à une inondation, un vol, un incendie et non couverts par l'assurance, rente alimentaire à un ex-conjoint (voir page 13 de la déclaration – point A.).

La charge extraordinaire est égale à la différence entre les dépenses supportées et la charge normale. La charge normale est le pourcentage du revenu imposable déterminé en fonction de la classe d'impôt, du revenu imposable et du nombre de modération pour enfant (voir tableau ci-dessous).

Abattement forfaitaire pour certaines charges extraordinaires

Abattement pour personne invalide

Le montant de l'abattement varie en fonction du degré d'invalidité (de 25 % à 100 %) et se situe entre 150 € et 1.455 € par an.

Frais de garde d'enfant(s) et / ou de domesticité

L'abattement pour frais de garde d'enfant(s) concerne les frais de crèches ou de garderies agréées au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger (attestés par des factures) concernant les enfants à charge de moins de 14 ans.

L'abattement pour frais de domesticité concerne les rémunérations versées au personnel de maison pour des travaux domestiques ou des aides liées à une situation de dépendance (chèques service, chèques ALE, ...). Ce personnel doit obligatoirement être déclaré à la sécurité sociale. Les factures justificatives sont à joindre.

La déduction peut se faire soit via les abattements forfaitaires avec un plafond de 5.400 € ou soit via le système des charges extraordinaires en cas de dépassement des 5.400 € de plafond. S'il y a cumul de frais de garde et de frais de domesticité, l'abattement forfaitaire n'est accordé qu'une seule fois. Le bureau d'imposition fera les deux calculs (abattements forfaitaires ou charges extraordinaires) et appliquera le plus favorable au contribuable.

	Classe d'impôt						
	I	IA ou 2					
		Nombre de modérations pour enfants					
Revenu imposable	-	0	1	2	3	4	5
Inférieur à 10.000 €	2 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %
10.000 à 20.000 €	4 %	2 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %
20.000 à 30.000 €	6 %	4 %	2 %	0 %	0 %	0 %	0 %
30.000 à 40.000 €	7 %	6 %	4 %	2 %	0 %	0 %	0 %
40.000 à 50.000 €	8 %	7 %	5 %	3 %	1 %	0 %	0 %
50.000 à 60.000 €	9 %	8 %	6 %	4 %	2 %	0 %	0 %
Supérieur à 60.000 €	10 %	9 %	7 %	5 %	3 %	1 %	0 %

CHARGES EXTRAORDINAIRES

CE

N° dossier										Année 2018									

Demande pour un abattement de revenu imposable du fait de charges extraordinaires

☐

1701

Abattement de revenu imposable du fait de charges extraordinaires (article 127 L.I.R.) qui sont inévitables et qui réduisent de façon considérable la faculté contributive.

Contribuable

Contribuable conjoint /partenaire

1702

1703

1601

1702+1703

2601

0601

1704

1705

1706

1707

1708

1709

1710

1711

Le détail des charges doit être indiqué ci-après. Dans le cas de frais de maladie, le montant brut, le détail des frais exposés et le détail des remboursements par des tiers sont à joindre. Dans le cas de l'entretien de parents nécessiteux, leurs noms, le détail de leurs revenus, la durée de l'entretien, le montant de la charge et le ménage, dont les parents nécessiteux font partie, sont à indiquer.

Abattements forfaitaires prévus pour les charges extraordinaires suivantes:

☐

1712

Invalidité et infirmité (règlement grand-ducal modifié du 7 mars 1969)

Contribuable

Certificat médical

Taux de la réduction de la capacité de travail

☐ 1713 en annexe

☐ 1714 déjà présenté

1715

%

Contribuable conjoint / partenaire

Certificat médical

Taux de la réduction de la capacité de travail

☐ 1716 en annexe

☐ 1717 déjà présenté

1718

%

1605

0605

2605

☐

1719

Frais de domesticité, frais d'aides et de soins en raison de l'état de dépendance, frais de garde d'enfant (règlement grand-ducal modifié du 19 décembre 2008)

Contribuable

Nom du bénéficiaire (hommes/femmes de charge, crèche, etc.)

1720

Montant mensuel des frais

1722

Pendant (mois)

1724

Montant annuel des frais

1726

1603

Contribuable conjoint / partenaire

Nom du bénéficiaire (hommes/femmes de charge, crèche, etc.)

1721

Montant mensuel des frais

1723

Pendant (mois)

1725

Montant annuel des frais

1727

2603

0603

modèle 100 F

17/20

Abattement pour enfant(s) ne vivant pas au ménage du contribuable

L'abattement concerne les frais d'entretien et d'éducation exposés par le contribuable pour des enfants de moins de 21 ans ou de plus de 21 ans mais poursuivant leur formation professionnelle et ne faisant pas partie de son ménage. Sont considérés comme frais d'entretien et d'éducation : les dépenses de nourriture, d'habillement, de logement, de soins médicaux, les dépenses usuelles pour les loisirs, les dépenses scolaires et d'apprentissage (ou pensions alimentaires).

L'intervention doit couvrir plus de 50 % des frais d'entretien et d'éducation. Le plafond déductible s'élève depuis 2017 à **4.020 € par an et par enfant** de moins de 21 ans ou de plus de 21 ans poursuivant sa formation professionnelle. Cet abattement est aussi attribué en cas de garde partagée.

Mobilité durable

L'acquisition d'un véhicule neuf particulier à zéro émission, électrique ou à hydrogène ou d'un vélo ou cycle à pédalage assisté neuf est déductible pour l'année d'acquisition. Les montants maximaux s'élèvent à **5.000 € pour les véhicules zéro émission**, électriques ou à hydrogène, à **2.500 € pour les véhicules dont les émissions ne dépassent pas 50g CO₂/km**, respectivement à **300 € pour les vélos ou cycles à pédalage assisté neufs**.

N° dossier										Année 2018									

- ☐ ¹⁸⁰¹ Abattement de revenu imposable pour charges extraordinaires en raison des **enfants n'ayant pas fait partie du ménage du contribuable**. L'abattement n'est pas accordé lorsque les deux parents de l'enfant partagent, avec leur enfant, une habitation commune.

Nom et prénom de l'enfant	Date de naissance / n° d'identification	Montant annuel des frais	Spécification de la formation professionnelle
a) Enfants âgés de moins de 21 ans au 1/1/2018 ou nés en cours de l'année - dont j'ai supporté principalement (plus de 50%) les frais d'entretien et d'éducation			
1802	1803	1804	
1805	1806	1807	
1808	1809	1810	
1811	1812	1813	

1650 / 2650

0650

- b) Enfants âgés d'au moins 21 ans au 1/1/2018 - dont j'ai supporté principalement (plus de 50%) les frais d'entretien et les dépenses relatives aux études

1814	1815	1816	1817
1818	1819	1820	1821
1822	1823	1824	1825
1826	1827	1828	1829

Mobilité durable

Demande pour un abattement de revenu imposable pour mobilité durable selon l'article 129d L.I.R. pour l'acquisition d'un véhicule neuf ci-après:

Contribuable *	Contribuable conjoint/partenaire *
<input type="checkbox"/> 1830	<input type="checkbox"/> 1831
<input type="checkbox"/> 1832	<input type="checkbox"/> 1833
<input type="checkbox"/> 1834	<input type="checkbox"/> 1835

- une voiture automobile à personnes à zéro émissions de roulement qui fonctionne exclusivement à l'électricité ou exclusivement avec une pile à combustible à hydrogène

- un cycle avec ou sans pédalage assisté

- une voiture automobile à personnes électrique hybride rechargeable

* Veuillez indiquer le montant de l'abattement réduit de toute aide directe de l'Etat ou d'un organisme public luxembourgeois ou étranger

Investissement en capital-risque

- ☐ ¹⁸³⁶ Demande pour une bonification d'impôt pour investissement en capital-risque (art. VI de la loi du 22 décembre 1993) (l'original du certificat émis par les ministres ayant dans leurs attributions les Finances et l'Economie est à joindre)

0980
1058/1059

Retenues d'impôt à la source sur les salaires ou les pensions

A transférer du certificat d'impôt sur le revenu ou du certificat de pension.

Revenu imposable

Ce montant est pris en considération pour calculer la charge normale du ménage (pour les charges extraordinaires).

2013 à 2016

Revenu net provenant d'une occupation salariée

Report des cases 769 à 772

2017 à 2020

Revenu net résultant de pensions ou de rentes

Report des cases 864 à 867

2025 à 2028

Revenu net provenant de la location de biens

Report des cases 1029 à 1032

2033 à 2036

Total des revenus nets

2037

Dépenses spéciales

Report de la case 1473

2038

Revenu imposable

Téléchargez les formulaires pour la déclaration pour l'impôt sur le revenu

http://www.impotsdirects.public.lu/fr/formulaires/pers_physiques.html#revenu



N° dossier	Année 2018
<div></div>	<div></div>

Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire
--------------	-------------------------------------

Salaires	Retenue d'impôt à la source sur les salaires	<div>1923</div> <div>1084</div>	<div>1924</div> <div>1085</div>
	Retenue d'impôt à la source sur les pensions	<div>1925</div> <div>1087</div>	<div>1926</div> <div>1088</div>

REVENU IMPOSABLE 2018

N° dossier	Année 2018
<div></div>	<div></div>

Revenus non exonérés		Revenus exonérés	
Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire	Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire

Détermination du **revenu imposable**

Récapitulation des revenus nets				
Bénéfice commercial (C/A)	<div>2001</div>	<div>2002</div>	<div>2003</div>	<div>2004</div>
Bénéfice agricole et forestier (C/A)	<div>2005</div>	<div>2006</div>	<div>2007</div>	<div>2008</div>
Bénéfice provenant de l'exercice d'une profession libérale (I)	<div>2009</div>	<div>2010</div>	<div>2011</div>	<div>2012</div>
Revenu net provenant d'une occupation salariée (S)	<div>2013</div>	<div>2014</div>	<div>2015</div>	<div>2016</div>
Revenu net résultant de pensions ou de rentes (P)	<div>2017</div>	<div>2018</div>	<div>2019</div>	<div>2020</div>
Revenu net provenant de capitaux mobiliers (CM)	<div>2021</div>	<div>2022</div>	<div>2023</div>	<div>2024</div>
Revenu net provenant de la location de biens (L)	<div>2025</div>	<div>2026</div>	<div>2027</div>	<div>2028</div>
Revenus nets divers (D)	<div>2029</div>	<div>2030</div>	<div>2031</div>	<div>2032</div>
Total des revenus nets	<div>2033</div>	<div>2034</div>	<div>info</div>	<div>info</div>
Dépenses spéciales (DS)	<div>2037</div> <div>*</div>			
Revenu imposable	<div>2038</div>			

Les données à caractère personnel communiquées par l'administré sont traitées par l'Administration des contributions directes en qualité de responsable du traitement et en conformité avec le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données). Pour plus de détails, vous pouvez consulter la rubrique «A à Z» du site internet de l'Administration des contributions directes, lettre «R», «Règlement général sur la protection des données (RGPD) - General Data Protection Regulation (GDPR)».

https://impotsdirects.public.lu/fr/az/r/RGPD_GDPR.html

Les déclarations non signées sont considérées comme non avenues.
Nous affirmons / J'affirme que la présente déclaration est sincère et complète. Les détails des revenus déclarés, des dépenses spéciales, des charges extraordinaires, des retenues d'impôt à la source et des diverses demandes font partie intégrante de la présente déclaration.

_____, le

D

Remarques

INFO

Abattement extraprofessionnel

L'abattement extraprofessionnel est accordé d'office lorsque les deux époux/partenaires ont une occupation professionnelle et sur demande lorsqu'un des époux/partenaires imposés collectivement a une occupation professionnelle et que l'autre réalise depuis moins de 36 mois (au début de l'année d'imposition) un revenu résultant de pensions ou de rentes (case 845 et 846).

INFO

Crédits d'impôt

Le crédit d'impôt pour salariés (CIS), comme le crédit d'impôt pour pensionnés (CIP) sont modulés depuis 2017 en fonction du revenu brut annuel du salarié ou du retraité. En fonction de ce revenu, le CIS et le CIP sont compris entre **0 € et 600 €** par personne et par an.

Revenu annuel brut	CIS
936 € - 11.265 €	300 € à 600 € / an = $[300 + (\text{salaire brut} - 936) \times 0,029]$
11.266 € - 40.000 €	600 € / an
40.001 € - 79.999 €	600 € à 0 € / an = $[600 - (\text{salaire brut} - 40.000) \times 0,015]$
> 80.000 €	0 € / an

Pension annuelle brute	CIP
300 € - 935 €	300 € / an
936 € - 11.265 €	300 € à 600 € / an = $[300 + (\text{pension brute} - 936) \times 0,029]$
11.266 € - 40.000 €	600 € / an
40.001 € - 79.999 €	600 € à 0 € / an = $[600 - (\text{pension brute} - 40.000) \times 0,015]$
> 80.000 €	0 € / an

Le crédit d'impôt monoparental (CIM) de 750 € par an variera également en fonction du revenu annuel du salarié. Il sera compris entre **750 € et 1.500 €** (indépendamment du nombre d'enfants). Pour plus d'explications, passez à la **page 10**.

Revenu annuel imposable ajusté	CIM
< 35.000 €	1.500 € / an
35.000 € - 105.000 €	1.500 € à 750 € / an $= [1875 - (\text{Revenu imposable ajusté} \times 750/70.000)]$
> 105.000 €	750 € / an

Divers

INFO

Contribution « Fonds pour l'emploi »

Le taux de la majoration pour alimenter le fonds pour l'emploi s'élève à **7 %**. Il **passé à 9 %** au-delà d'un revenu de 150.000 € en classes d'impôt 1 et 1A ou de 300.000 € en classe d'impôt 2.

Revenu imposable	Classe d'impôt	Taux
≤ 150.000	1, 1A et 2	7 %
> 150.000	1 et 1A	9 %
> 300.000	2	9 %

Aide-mémoire des principales déductions fiscales pour résidents et non-résidents (revenus 2018)

PAGE 2 : ENFANTS

203 à 227	Modération d'impôt	78,87 € par mois ou 922,50 € par an	Pour les personnes n'ayant pas bénéficié du boni pour enfant, de l'aide financière pour étude supérieure ou d'aide aux volontaires, il y a une possibilité de demander la modération d'impôt pour enfants.
228 à 236	Crédit d'impôt monoparental (CIM)	Entre 750,00 € et 1.500,00 € par an en fonction du revenu imposable ajusté annuel <i>(quel que soit le nombre d'enfants)</i>	Pour les contribuables en classe IA, qui subviennent seuls à l'entretien de leur enfant. Réduction en cas de pension alimentaire > 2.208 €.
237 à 241	Bonification d'impôt pour enfant	922,50 € par enfant maximum	Durant 2 années après la perte du droit à la modération (ou au boni). Revenu imposable du ménage inférieur à 76.600 € par an.

PAGE 7 : REVENU NET PROVENANT D'UNE OCCUPATION SALARIEE

730 à 737	Heures supplémentaires et suppléments Art. 115-11 LIR	Exemption d'impôt	Exemption intégrale des heures supplémentaires (heure + supplément) et des suppléments pour travail de nuit, le dimanche et un férié.
738 à 742	Autres exemptions P. ex. : bonification d'intérêts par l'employeur, prime d'ancienneté, ...	Max. 3.000 € pour prêt habitation personnelle et max. 500 € pour prêt à la consommation <i>(doublés en cas d'imposition collective)</i>	Prise en charge par l'employeur des intérêts découlant d'un prêt contracté par le salarié.

PAGE 7 : REVENU NET PROVENANT D'UNE OCCUPATION SALARIEE (suite)			
743 à 746	Frais d'obtention	Forfait de 540 € (salariés) ou frais réels (avec justificatifs)	Cours de perfectionnement, de langue, outillage professionnel, vêtements de travail, cotisations syndicales, ...
Idem	Frais d'obtention pour salariés handicapés	De 645 € à 1.515 € par an	En fonction du degré d'invalidité (de 25 % à 100 %).
747 à 754	Frais de déplacement	Max. 2.574 € (26 km)	Distance domicile/lieu de travail. Forfait de 99 € par km et par an (4 premiers km exclus).

PAGE 8 : REVENU NET RESULTANT DE PENSIONS OU DE RENTES			
837 à 840	Frais d'obtention	Forfait de 300 € (retraités)	
845 à 846	Abattement extraprofessionnel	Forfait de 4.500 € par an	Applicable d'office si deux conjoints salariés. Si un des conjoints part en retraite, possibilité de demander le maintien de l'abattement encore durant 3 ans.

PAGE 10 : REVENU NET PROVENANT DE LA LOCATION DE BIENS			
1017 à 1020	Intérêts débiteurs sur emprunt pour une habitation située au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger	Déductible intégralement	Habitation pas encore habitable.
1021 à 1024	Intérêts débiteurs sur emprunt pour une habitation située au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger (pour utilisation propre)	Plafond par an et par personne (conjoint + enfants) : <ul style="list-style-type: none"> • 2.000 € (1^{ère} année + 5 ans) • 1.500 € (5 années suivantes) • 1.000 € (restant de la durée du prêt) 	Construction ou acquisition de son habitation occupée à titre principal, même hors du Grand-Duché.
1025 à 1028	Frais du prêt et frais d'acte notarié pour l'emprunt hypothécaire	Déductible intégralement	

PAGE 13-16 : DEPENSES SPECIALES

1301 à 1339	Rentes alimentaires en cas de divorce	Plafond : 24.000 € par an	Imposables dans le chef du bénéficiaire.
1401 à 1469	Intérêts débiteurs et primes d'assurances	Plafond : 672 € par an et par personne (conjoint + enfants)	Intérêts sur crédits à la consommation (prêt voiture, prêt personnel, ...). Assurances se rapportant à la personne uniquement : assurance vie, invalidité, décès, solde restant dû, maladie, hospitalisation, RC auto, RC familiale, mutuelle, CMMC, ... (pas dégâts matériels).
Attention 1472 à 1475 Deductible aux cases 1436 à 1469	Prime unique d'assurance décès	Plafond entre 6.000 € et 31.200 € (max.) selon l'âge et le nombre d'enfants	Assurance solde restant dû sur prêt habitation, prime unique, ...
1501 à 1502	Autres cotisations sociales	Montant réel	Cotisations versées à titre personnel dans le cadre de l'assurance continuée, volontaire ou facultative ainsi que rachat de période.
1503 à 1526	Primes d'assurance pension complémentaire (Contrats prévoyance vieillesse Art. 111 bis L.I.R.)	Plafond : 3.200 € par contribuable	Plafonds en fonction de l'âge du souscripteur au début de l'année d'imposition. Plafonds doublés si deux contrats (un par conjoint).
1527 à 1550	Cotisations d'épargne logement	Plafond : • 18 à 40 ans : 1.344 € • > 40 ans : 672 € par an et par personne (conjoint + enfants)	Auprès des caisses agréées. Plafond en fonction de l'âge du souscripteur adulte le plus jeune.
1552	Minimum forfaitaire pour dépenses spéciales	480 € ou 960 € (conjoints imposables collectivement comme salariés) 480 € (retraités)	Au cas où le total des dépenses spéciales serait inférieur au minimum de 480 € resp. 960 €.
1601 à 1604	Cotisations sociales obligatoires	Montant réel Illimité	Retenues de sécurité sociale (maladie et pension).
1605 à 1608	Cotisations personnelles à un régime complémentaire de pension	Plafond : 1.200 € par an	Cotisations versées par le salarié à un régime de pension complémentaire instauré par l'employeur.
1609 à 1638	Libéralités	Minimum 120 € de dons divers	Dons à des organismes reconnus d'utilité publique.

PAGE 17-18 : CHARGES EXTRAORDINAIRES

1701 à 1711	Charges extraordinaires (C.E.)	<p>Les dépenses supportées – la charge supportable = la charge extraordinaire.</p> <p>La charge normale est le pourcentage du revenu imposable déterminé en fonction de la classe d'impôt, du revenu imposable et du nombre d'enfants du ménage (tableau à la page 32).</p>	<p>Dépenses extraordinaires importantes subies suite à un événement exceptionnel et inévitable</p> <p>P. ex. : Frais de maladie non couverts, entretien de proches parents sans ressources suffisantes, frais de funérailles non couverts par la fortune du défunt ou une caisse de décès, frais d'avocat en cas de divorce, éventuellement frais de procès, frais relatifs à une inondation, un vol, un incendie et non couverts par l'assurance, ...</p>
1712 à 1718	Abattement pour personne invalide	Entre 150 € et 1.455 € par an	En fonction du degré d'invalidité (de 25 % à 100 %).
1719 à 1727	Frais de garde d'enfant(s) et/ou de domesticité	Plafond : 5.400 € par an ou calcul via la formule des C.E. si > à 5.400 €	<ul style="list-style-type: none"> • Enfants de moins de 14 ans • Crèche, garderie, gardienne agréée au Grand-Duché de Luxembourg ou dans un autre pays (ONE en Belgique, ...) • Travaux domestiques ou aides liées à une situation de dépendance <p>Factures justificatives à joindre.</p>
1801 à 1829	Abattement pour enfant(s) ne vivant pas au ménage du contribuable	Plafond : 4.020 € par an et par enfant de moins de 21 ans ou de plus de 21 ans poursuivant ses études	<p>Abattement pour frais d'entretien et d'éducation exposés par le contribuable pour des enfants ne faisant pas partie de son ménage. L'intervention doit couvrir plus de 50 % des frais d'entretien et d'éducation.</p> <p>Frais : nourriture, habillement, logement, soins médicaux, études, loisirs, ...</p>
1830 à 1835	Mobilité durable	Montants maximaux : 5.000 € véhicules zéro émissions 2.500 € véhicules < 50g CO ₂ /km 300 € cycles à pédalage assisté	Abattement unique pour l'acquisition pendant l'année d'imposition.
REMARQUE			
	Abattement extraprofessionnel <i>Effectué par l'ACD</i>	Forfait : 4.500 € par an	Applicable d'office si deux conjoints salariés. Prolongation possible pendant 3 années si un salarié et un retraité (case 845 et 846).

LES AVANTAGES D'ÊTRE MEMBRE DU LCGB



Fort de l'appui de ses 42.000 membres, le LCGB est un syndicat qui s'engage à améliorer les conditions de rémunération et de travail de ses affiliés tout en préservant et en favorisant l'emploi.

Au sein des entreprises, le LCGB :

- négocie de meilleurs salaires ;
- négocie de meilleures conditions de travail ;
- négocie des modèles de temps de travail en vue d'améliorer la qualité de vie ;
- veille au respect des mesures de sécurité ;
- lutte contre toute discrimination ;
- négocie des dispositions anti-harcèlement au niveau des conventions collectives de travail ;
- veille à la prévention du stress.

Les actions syndicales, les conventions collectives de travail, les délégués du personnel dans les entreprises ainsi que l'engagement solidaire des salariés qui défendent leurs droits légitimes sont les moyens utilisés par le LCGB.

Auprès des assurances sociales, le LCGB est représenté dans les organes paritaires de gestion des caisses de pension et de maladie et s'engage :

- en faveur de pensions sûres et justes ;
- pour des bonnes prestations en cas de maladie ;
- pour des bonnes prestations en cas de dépendance.

Au niveau du droit du travail et du droit social, le LCGB participe au processus législatif par :

- ses représentants à la Chambre des salariés (CSL), où des avis sont élaborés au sujet des différents projets de loi ;
- ses représentants auprès des tribunaux de travail et des instances de recours des assurances sociales ;
- l'influence que le LCGB exerce sur le Parlement et le Gouvernement.

Au niveau de l'économie et de l'emploi :

Le LCGB est un syndicat représentatif sur le plan national et représenté dans la tripartite nationale, au comité permanent de l'emploi, au comité de conjoncture, au conseil économique et social, etc.

Au niveau de ses membres :

Le LCGB s'engage pour une meilleure employabilité ainsi que la sauvegarde et défense des intérêts de tous les salariés sur leur lieu de travail par :

Information, consultation, aide

- consultations et informations gratuites en plusieurs langues à l'aide de l'INFO-CENTER (☎ +352 49 94 24-222 / ✉ infocenter@lcgb.lu) ;
- aide et assistance pour toute démarche relative à la vie privée ou en relation avec les administrations publiques à l'aide du LCGB Helpdesk (☎ +352 49 94 24-333 / ✉ helpdesk@lcgb.lu) ;
- assistance juridique gratuite dans tous les litiges concernant le droit du travail et les affaires sociales dans les limites prévues (règlement téléchargeable via www.lcgb.lu) ;
- assurance protection juridique pour chauffeurs professionnels, salariés conduisant dans le cadre de leur activité professionnelle, salariés titulaire des brevets de la navigation fluviale et agents de sécurité ;
- responsabilité civile professionnelle et protection juridique pour les salariés exerçant une profession de santé ;
- simulation et estimation de la pension ;
- aide et assistance gratuite pour remplir la déclaration d'impôt.

Développement professionnel

- organisation de séminaires et formations syndicales ;
- formations gratuites pour la recherche d'un emploi (p.ex. rédaction d'un CV, d'une lettre de motivation, etc.) ;
- coaching individuel (rechercher un 1^{er} emploi, retrouver / changer d'emploi) ;
- simulations d'entretien d'embauche ;
- bilans de compétences.

Prestations complémentaires

- indemnité en cas de décès de l'affilié(e) par le biais de notre caisse de décès VITA ;
- affiliation à la Caisse Médico-Complémentaire Mutualiste (CMCM) ;
- possibilité de souscrire à l'assurance santé MEDICIS HOSPI, un produit du groupe Foyer qui couvre tous les frais de traitement hospitalier en Europe ;
- pour les frontaliers français : affiliation à la HARMONIE TRANS-FRONTALIERS, notre mutuelle commune avec la CFDT ;
- bourses d'études pour étudiants.

Coopérations internationales

- pour les salariés belges : sur demande affiliation à la CSC en Belgique, avec bénéfice des avantages que la plus grande centrale syndicale belge offre à ses membres ;
- pour les salariés italiens : coopération avec l'INAS (Institut National d'Assistance Sociale), qui est un service de la CISL, un des plus importants syndicats italiens ;
- pour les salariés portugais : Collaboration avec Maître Sónia Falcão da Fonseca et l'organisation syndicale portugaise UGT-P (Union générale des travailleurs).

BULLETIN D'AFFILIATION

(cases à remplir par le LCGB)

--	--	--	--	--	--

MERCI DE REMPLIR EN LETTRES MAJUSCULES

Je soussigné(e) :

Nom :						
Prénom :						
Rue :				N° :		
Code postal :		Localité :			Pays :	
Date de naissance :	/JOUR	/MOIS	/ANNEE	Extension matricule CNS :		
Lieu de naissance :				Nationalité :		
Tél. privé :				E-mail privée :		
Nom employeur :						
Adresse : (rue / code / localité)						

Affiliation supplémentaire	Statut	Recruteur
CSC <input type="checkbox"/> (pour les frontaliers belges)	Salarié - activités manuelles <input type="checkbox"/> Salarié - activités admin. et tech. <input type="checkbox"/> Fonctionnaire <input type="checkbox"/> Act. sans emploi <input type="checkbox"/>	Etudiant <input type="checkbox"/> Apprenti <input type="checkbox"/> Femme/homme au foyer <input type="checkbox"/> Rentier <input type="checkbox"/>
		Nom : <input type="text"/> Prénom : <input type="text"/> N° LCGB : <input type="text"/> Employeur : <input type="text"/>

Code BIC/SWIFT :

IBAN :

Paiement récurrent : mensuel ☐ semestriel ☐ annuel ☐

cocher les cases correspondantes

DOMICILIATION ☐

VIREMENT ☐

CESSION / SALAIRE ☐

Mandat Core Sepa Direct Debit

(sur demande)

(avec une cotisation réduite STARTER de 13 €/mois pour la 1^{ère} année d'affiliation)

En signant ce formulaire de mandat SDD-CORE, vous autorisez le LCGB à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions du LCGB.

Vous bénéficiez d'un droit au remboursement par votre banque. Une demande de remboursement doit être présentée :

- dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte ;
- dans les 13 mois suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement non autorisé.

Créancier

LCGB / 11, rue du Commerce / L-1351 LUXEMBOURG

Identifiant de créancier

LU47ZZZ0000000008699001001

☐ Je déclare avoir pris connaissance des statuts du LCGB, en comprendre la teneur et accepter les règles et principes y énoncés.

Votre signature apposée ci-dessous autorise le LCGB et la VITA à traiter vos données personnelles en conformité avec les lois et réglementations applicables régissant la protection des données à caractère personnel (depuis le 25 mai 2018, le Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données). Pour plus d'informations relatives au traitement des données personnelles, veuillez consulter les conditions générales sur www.lcgb.lu.

Fait à _____, le _____ Signature _____

POINTS DE CONTACT

LCGB

11, rue du Commerce
L-1351 Luxembourg
www.lcgb.lu
www.facebook.com/lcgb.lu



LCGB INFO-CENTER

Assistance au travail

- ☎ +352 49 94 24-222
- 🕒 Lundi-vendredi
(sauf mercredi après-midi)
8h30 – 12h00 & 13h00 – 17h00
- ✉ infocenter@lcgb.lu



LCGB HELPDESK

Assistance en vie privée

- ☎ +352 49 94 24-333
- 🕒 Lundi-vendredi
(sauf mercredi après-midi)
8h30 – 12h00 & 13h00 – 17h00
- ✉ helpdesk@lcgb.lu



GESTION MEMBRES

Administration

- ☎ +352 49 94 24-409 /-412
- 🕒 Lundi-vendredi
8h00 – 12h00 & 14h00 – 18h00
- ✉ membres@lcgb.lu



BUREAUX INFO-CENTER - LUXEMBOURG

LUXEMBOURG

11, rue du Commerce
L-1351 Luxembourg
☎ +352 49 94 24-222



ESCH/ALZETTE

1, Grand-rue
L-4131 Esch/Alzette
☎ +352 54 90 70-1

ETTELBRUCK

47, avenue J.F. Kennedy
L-9053 Ettelbruck
☎ +352 81 90 38-1

DIFFERDANGE

25, rue Adolphe Krieps
L-4605 Differdange
† René FLENGHI
☎ +352 58 82 89
☎ +352 621 276 075
Mardi, jeudi, samedi
de 09h00-12h00

WASSERBILLIG

Place de la Gare
L-6601 Wasserbillig
† Reinaldo
CAMPOLARGO
☎ +352 74 06 55
☎ +352 621 262 010
jeudi de 17h30-19h00

BUREAUX INFO-CENTER - RÉGION FRONTALIÈRE

MERZIG

Saarbrücker Allee 23
D-66663 Merzig
☎ +49 (0) 68 61 93 81-778
Mardi & vendredi de 08h30-12h00
& 13h00-16h30

TRIER

Schönbornstraße 1
D-54295 Trier
☎ +49 (0) 651 46 08 76 41
jeudi de 08h30-12h00
& 13h00-16h30

THIONVILLE

1, place Marie Louise
F-57100 Thionville
☎ +33 (0) 38 28 64-070
Lundi & jeudi de 08h30-12h00
& 13h00-17h00

BUREAUX CSC FRONTALIERS BELGES

ARLON

1, rue Pietro Ferrero
B-6700 Arlon
☎ +32 (0) 63 24 20 40
Lundi à mercredi de 09h00-12h30
& jeudi de 14h00-18h00

BASTOGNE

12, rue Pierre Thomas
B-6600 Bastogne
☎ +32 (0) 63 24 20 40
Lundi de 14h00-18h00
& mardi à jeudi de 09h00-12h30

VIELSALM

5, rue du Vieux Marché
B-6690 Vielsalm
☎ +32 (0) 63 24 20 40
Lundi de 13h30-15h30
& mercredi de 08h30-12h00

ST. VITH

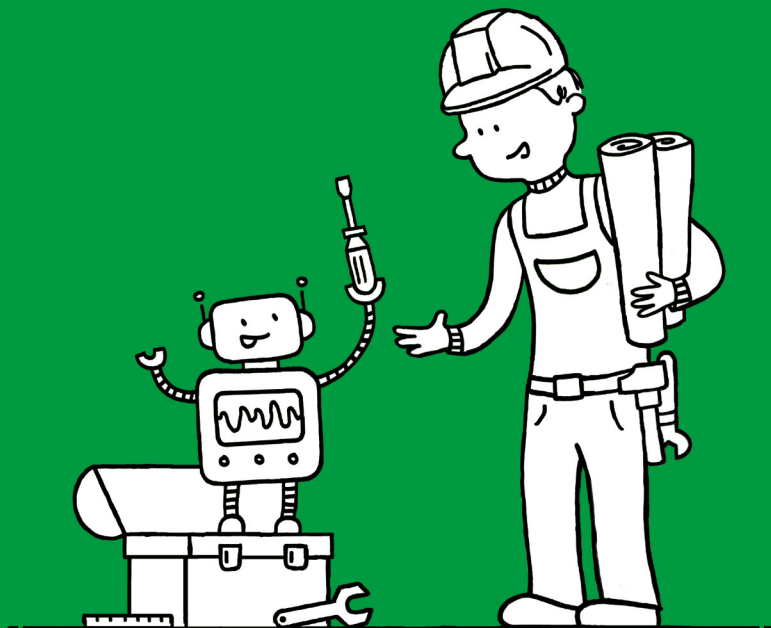
Klosterstraße, 16
B-4780 St. Vith
☎ +32 (0) 87 85 99 32
Mardi de 08h30-12h00
& jeudi de 14h00-18h00

Le LCGB vous offre de l'aide et de l'assistance gratuite pour l'établissement de votre déclaration d'impôts dans les INFO-CENTERS de Luxembourg, d'Esch/Alzette, d'Ettelbruck, de Merzig, de Trier et de Thionville.



AUJOURD'HUI, C'EST DEMAIN ●

Concevons ensemble le travail
de demain!



 www.lcgb.lu

Pour plus d'informations, contactez-nous :
49 94 24-222 ou infocenter@lcgb.lu





**Renseignements gratuits pour les affiliés
du LCGB !**

INFO-CENTER

**11, rue du Commerce
L-1351 Luxembourg**

Heures d'ouverture :

Lu-Ve : 8h30 – 12h00 / 13h00 – 17h00
(sauf mercredi après-midi)

Contactez-nous :

Hotline INFO-CENTER

☎ (+352) 49 94 24-222

✉ infocenter@lcgb.lu

Bureaux INFO-CENTER

Esch-sur-Alzette

1, Grand-rue
L-4132 Esch/Alzette

Ettelbruck

47, avenue John F. Kennedy
L-9053 Ettelbruck

Frontaliers français

2, place Marie-Louise
F-57100 Thionville

Frontaliers belges

1, rue Pietro Ferrero
B-6700 Arlon
12, rue Pierre Thomas
B-6600 Bastogne

WWW.LCGB.LU

11 RUE DU COMMERCE, BP 1208 L-1012 LUXEMBOURG | TEL: 49 94 24-1 | INFO@LCGB.LU